

des secteurs des postes et des télécommunications belges.

Art. 33. L'article 22 entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit le mois de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 34. L'article 25 entre en vigueur le premier jour du dixième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* et est à partir de ce moment-là immédiatement d'application aux contrats en cours.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique et des Télécommunications,

A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents de la Chambre des représentants : 54- 2558.
Compte rendu intégral : 13 juillet 2017.

17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

Art. 33. Artikel 22 treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 34. Artikel 25 treedt in werking op de eerste dag van de tiende maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en is vanaf dat ogenblik onmiddellijk van toepassing op de lopende overeenkomsten.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,

A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 54- 2558.
Integraal Verslag : 13 juli 2017.

Accord de coopération du 14 juillet 2017 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions dans le cadre de transposition de la directive 2014/61/UE

Vu la Constitution, les articles 39, 127, 130 et 134;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 4, 6^o, 6, § 1^{er}, VII et X et 92bis, §§ 1^{er} et 5 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 4, § 1^{er}, et 55bis ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42;

Vu la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit ;

L'Etat fédéral représenté par M. Michel, Premier Ministre, M. De Croo, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, M. Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, M. Bellot, Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges et M. De Backer, Secrétaire d'Etat d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

La Région flamande et la Communauté flamande représentées par le Gouvernement flamand, en la personne de M. Bourgeois, Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier, Mme Homans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Egalité des chances et de la Lutte contre la pauvreté, M. Weyts, Ministre de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des animaux, Mme Schauvliege, Ministre de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture et M. Gatz, Ministre de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,

La Région wallonne représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de M. Magnette, Ministre-Président, M. Prévot, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, M. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique et M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

La Région de Bruxelles-Capitale représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de M. Vervoort, Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles, M. Smet, Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics et Mme Debaets, Secrétaire d'Etat chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être animal,

La Communauté française représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de M. Demotte, Ministre-Président, et M. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

La Communauté germanophone représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de M. Paasch, Ministre-Président, et Mme Weykmans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

ont convenu de soumettre le présent texte à l'approbation de la Chambre des représentants fédérale et des Parlements des Régions et des Communautés :

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération fixe, en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, les modalités de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone.

Art. 2. Dans le cadre du présent accord de coopération, on entend par :

1° « opérateur de réseau » : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications électroniques publics, ainsi qu'une entreprise qui met à disposition une infrastructure destinée à fournir :

a) un service de production, de transport ou de distribution de :

i) gaz ;

ii) électricité, y compris pour l'éclairage public ;

iii) service de chauffage ;

iv) eau, y compris l'évacuation ou le traitement et l'assainissement des eaux usées, et les systèmes d'égouts ;

b) des services de transport, y compris les voies ferrées, les routes, les ports et les aéroports ;

2° « opérateur de communications électroniques » : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir un réseau de communications électroniques à haut débit public ;

3° « travaux de génie civil » : le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil, destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique et qui comporte un ou plusieurs éléments d'une infrastructure physique.

4° « infrastructure physique » : tout élément d'un réseau quelconque qui peut accueillir un élément d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux; les câbles, y compris la fibre noire, ainsi que les éléments de réseaux utilisés pour la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine, telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 1, de la directive 98/83/CE ne sont pas des infrastructures physiques au sens du présent accord de coopération.

5° « réseau de communications électroniques à haut débit » : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s.

Art. 3. La Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms » a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de Concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation ou de réglementation sur les exigences relatives aux travaux de génie civil imposées aux opérateurs de réseau.

Art. 4. Un organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux (ci-après dénommé « l'ORL ») est institué et est composé de :

1° trois membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après dénommé « l'IBPT »);

2° un membre du Vlaamse Regulator voor de Media (Communauté flamande);

3° un membre du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (Communauté française);

4° un membre du Medienrat (Communauté germanophone);

5° deux membres désignés par le Gouvernement flamand ;

6° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région wallonne;

7° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dont un néerlandophone et un francophone.

Les membres de l'ORL ne peuvent avoir un intérêt quel qu'il soit dans les entreprises actives sur les marchés où opèrent les opérateurs de réseau, ni exercer la moindre fonction pour celles-ci, que ce soit directement ou indirectement, à titre gratuit ou à titre onéreux.

Chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les membres de l'ORL désignent un président parmi eux. Un tour de rôle entre les sept entités sera respecté.

L'IBPT en assume le secrétariat.

Art. 5. § 1^{er}. L'ORL a la personnalité juridique et fixe son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL n'entre en vigueur qu'après approbation du Comité de concertation sur proposition de la Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms ».

§ 2. L'ORL statue dans les cas prévus par les lois, les décrets et les ordonnances des autorités compétentes (régions, communautés, autorité fédérale) dans le cadre de la directive 2014/61/UE, à savoir en cas :

1° de refus d'un opérateur de réseau de permettre l'accès à des infrastructures physiques existantes en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ou si aucun accord n'a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques y compris le prix ;

2° de litige concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux infrastructures physiques existantes dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé;

3° de litige relatif à la coordination des travaux de génie civil en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit;

4° de litige soulevé concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux travaux de génie civil en cours ou prévus dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé.

Les 1° et 2° de l'alinéa précédent ne sont pas d'application lorsque les litiges qui y sont visés concernent uniquement des opérateurs de communications électroniques.

Art. 6. Les demandes introduites auprès de l'ORL sont traitées par un Collège d'experts.

Un des experts est désigné par l'IBPT parmi les membres de son personnel.

Deux experts sont désignés par le Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige faisant l'objet de la demande peut être localisé. Ces experts sont désignés en raison de leurs compétences dans la matière objet du litige.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande ne peut être circonscrit au territoire d'une seule Région, chaque Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige est localisé désigne un expert.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande a trait à des compétences exclusivement fédérales, un expert supplémentaire est désigné par le Gouvernement fédéral.

La mission des experts est exercée à titre gratuit ou est rémunérée de la manière prévue par l'entité qui les désigne. Ils sont indépendants de tout opérateur de réseau.

Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL prévoit le délai dans lequel le Collège d'experts rend son avis.

Art. 7. Sur proposition du Collège d'experts, d'une des parties ou de sa propre initiative, le Président de l'ORL peut mettre en demeure tout opérateur de réseau de fournir toute information utile, de l'accord d'au moins un des deux membres désignés respectivement par l'entité qui vient d'exercer la présidence et par celle qui l'exercera l'année suivante. À défaut d'obtempérer dans les délais fixés, après avoir été entendu, l'opérateur de réseau concerné peut se voir infliger par l'ORL une amende administrative au plafond maximal de 25.000€ au profit de l'IBPT. Cette décision est prise aux mêmes conditions de majorité que celles visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et publiée sur le site Internet de l'IBPT, dans le respect de la confidentialité et du secret des affaires.

Art. 8. § 1^{er}. L'ORL recherche le consensus. Faute de consensus en son sein, l'ORL rend, à la majorité des deux tiers de ses membres présents, une décision dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande complète.

La décision tient dûment compte du principe de proportionnalité.

Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes, le délai visé à l'alinéa précédent est porté à 4 mois.

Les délais visés aux deux alinéas précédents peuvent être dépassés en cas de circonstances exceptionnelles, admises comme telles par au moins deux tiers des membres de l'ORL présents.

§ 2. Sans préjudice de la possibilité de saisir une juridiction, tout opérateur de réseau peut introduire une requête auprès de l'ORL.

Pour ce faire, il introduit une requête notifiée par dépôt au siège du secrétariat de l'ORL avec accusé de réception, par un envoi postal avec accusé de réception ou par voie électronique permettant d'attester de la date de réception.

A peine de nullité, la requête est signée et mentionne :

1° les nom, prénom, domicile du requérant et, en cas de personne morale, sa dénomination et son siège social, ainsi que les nom, prénom, domicile et qualité du représentant légal ;

2° les nom et prénom ou la dénomination de la partie adverse ;

3° l'objet précis du litige et un exposé des moyens.

A peine de nullité, la requête est accompagnée des statuts de la partie requérante, s'il s'agit d'une personne morale.

Dès sa réception, la requête est enregistrée par le secrétariat de l'ORL.

Dans les cinq jours ouvrables à compter de la date d'enregistrement de sa requête, le président de l'ORL, de l'accord d'au moins un des deux membres désignés respectivement par l'entité qui vient d'exercer la présidence et par celle qui l'exercera l'année suivante, prend une décision sur sa recevabilité. Cette décision est immédiatement notifiée à la partie requérante.

Si la requête est jugée irrecevable, il est définitivement mis fin à la procédure.

§ 3. Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes ou sur la coordination de travaux de génie civil, l'ORL peut prendre une décision fixant des modalités et conditions équitables et raisonnables, dont le prix.

Lorsqu'il fixe le prix de l'accès à une infrastructure physique, l'ORL prend en compte la nécessité pour le fournisseur d'accès de pouvoir équitablement récupérer ses coûts. L'ORL prend également en compte l'incidence de l'accès demandé sur le plan d'affaires du fournisseur d'accès, y compris les investissements réalisés par l'opérateur du réseau auquel l'accès est demandé.

§ 4. Pour que l'ORL puisse délibérer et statuer valablement, deux tiers de ses membres doivent être présents, dont au moins un de ceux désignés par le Gouvernement de la Région ou des Régions où le litige est localisé.

En cas d'insuffisance de membres pour délibérer valablement, l'ORL peut être convoqué à une nouvelle réunion après un délai minimum de trois jours ouvrables, à laquelle l'alinéa 1^{er} ne sera plus d'application.

§ 5. La décision de l'ORL est notifiée aux parties dans les quatorze jours ouvrables à compter du lendemain du jour où elle a été prise.

Art. 9. Contre toutes les décisions de l'ORL, un recours en pleine juridiction peut être introduit par toutes les parties au litige devant la Cour des marchés statuant comme en référé, dans les 60 jours suivant la notification de la décision à toutes les parties concernées par recommandé. La Cour peut remplacer la décision contestée par une nouvelle décision.

L'appel est formé par voie de requête contre l'ORL. La Cour des marchés informe les parties concernées par la décision contestée, de l'existence du recours par recommandé.

Le recours n'est pas suspensif sauf si la cour prononce la suspension de la décision concernée. La suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de la décision sont invoqués et à condition que l'exécution immédiate de la décision risque d'avoir des conséquences graves et difficilement réparables pour l'intéressé.

Pour l'ensemble des aspects ayant trait à la procédure devant la Cour des marchés qui ne sont pas traités par l'accord de coopération, les dispositions du Code judiciaire relatives à l'appel sont d'application.

Fait à Bruxelles, le 14 juillet 2017.

Pour l'Etat fédéral :

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement,
de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,
A. DE CROO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes,
chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges,
Fr. BELLOT

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord,
adjoind à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Ph. DE BACKER

—————
Pour la Région flamande et la Communauté flamande :

Le Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique,
du Logement, de l'Egalité des chances et de la Lutte contre la pauvreté,
L. HOMANS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,
du Tourisme et du Bien-être des animaux,
B. WEYTS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
S. GATZ

—————
Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et
des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

—————
Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville,
des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics,
P. SMET

La Secrétaire d'Etat chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière,
de la Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être animal,
B. DEBAETS

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
I. WEYKMANS

**Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2017 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten
in het kader van de omzetting van de Richtlijn 2014/61/EU**

Gelet op de Grondwet, de artikelen 39, 127, 130 en 134;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 4, 6^o; 6, § 1, VII en X en 92bis, §§ 1 en 5;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, de artikelen 4, § 1, en 55bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de artikelen 4 en 42;

Gelet op Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid;

De Federale Staat vertegenwoordigd door de heer Michel, Eerste Minister, De Croo, Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, de heer Reynders, Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, de heer Bellot, Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen en de heer De Backer, Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van de heer Bourgeois, Minister-President en Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed, Mevr. Homans, Vice-Minister-President en Minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding, de heer Weyts, Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn, Mevr. Schauvliege, Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw en de heer Gatz, Minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel,

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van de heer Magnette, Minister-President, de heer Prévot, Vice-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed, de heer Marcourt, Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën en de heer Di Antonio, Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in de persoon van de heer Vervoort, Minister-President belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, de heer Smet, Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare werken en Mevr. Debaets, Staatssecretaris belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica en Digitalisering, Gelijkekansenbeleid en Dierenwelzijn,

De Franse Gemeenschap vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap in de persoon van de heer Demotte, Minister-President, en de heer Marcourt, Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

De Duitstalige Gemeenschap vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap in de persoon van de heer Paasch, Minister-President, en Mevr. Weykmans, Vice-Minister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,

zijn overeengekomen om de volgende tekst ter goedkeuring voor te leggen aan de federale Kamer van volksvertegenwoordigers en de Parlementen van de Gewesten en van de Gemeenschappen :

Article 1^{er}. Dit samenwerkingsakkoord stelt, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid, de nadere regels vast inzake samenwerking tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 2. In het kader van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1^o "netwerkexploitant": een onderneming die openbare elektronische-communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning is verleend om openbare elektronische-communicatienetwerken aan te bieden, alsook een onderneming die fysieke infrastructuur aanbiedt die tot doel heeft een dienst te leveren:

a) zoals de productie, het transport of de distributie van:

- i) gas;
- ii) elektriciteit, met inbegrip van straatverlichting;
- iii) verwarming;
- iv) water, met inbegrip van de verwijdering of verwerking van afval- en rioolwater, en drainagesystemen;

b) vervoerdiensten, met inbegrip van spoorwegen, wegen, havens en luchthavens;

2° « elektronische-communicatieoperator » : een onderneming die een openbaar elektronische-communicatienetwerk met hoge snelheid aanbiedt of daartoe gemachtigd is ;

3° « civiele werken » : het product van een geheel van bouwkundige of civieltechnische werken dat bestemd is om als zodanig een economische of technische functie te vervullen en dat een of meer elementen van fysieke infrastructuur omvat.

4° « fysieke infrastructuur » : elk element van een netwerk dat bedoeld is om er andere elementen van een elektronische-communicatienetwerk met hoge snelheid in onder te brengen zonder dat het zelf een actief element van dat netwerk wordt, zoals buizen, masten, kabelgoten, inspectieputten, mangaten, straatkasten, gebouwen of ingangen in gebouwen, antenne-installaties, torens en palen; kabels, met inbegrip van ongebruikte glasvezels (dark fibre), alsook elementen van netwerken die worden gebruikt voor de voorziening met voor menselijke consumptie bestemd water als vermeld in artikel 2, punt 1, van Richtlijn 98/83/EG, zijn geen fysieke infrastructuur in de zin van dit samenwerkingsakkoord;

5° « elektronische-communicatienetwerk met hoge snelheid » : een elektronische-communicatienetwerk dat breedbandtoegangsdiensten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps.

Art. 3. De Interministeriële Conferentie "Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie" heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures die zijn vastgelegd in het Overlegcomité, de wederzijdse raadpleging te organiseren over de respectieve initiatieven inzake het opstellen van een ontwerp van wetgeving of regelgeving die plichten bevatten voor de netwerkexploitanten inzake civiele werken.

Art. 4. Er wordt een instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuren (hierna "de IGB" te noemen) opgericht die bestaat uit :

1° drie leden van de Raad van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna "het BIPT" te noemen);

2° één lid van de Vlaamse Regulator voor de Media (Vlaamse Gemeenschap);

3° één lid van de Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (Franse Gemeenschap);

4° één lid van de Medienrat (Duitstalige Gemeenschap);

5° twee leden aangewezen door de Vlaamse Regering;

6° twee leden aangewezen door de Waalse Gewestregering;

7° twee leden aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, waarvan één Nederlandstalige en één Franstalige.

De leden van de IGB mogen geen enkel belang hebben in de ondernemingen die actief zijn op de markten waar de netwerkexploitanten werkzaam zijn, noch direct of indirect, gratis of bezoldigd, voor deze ondernemingen enige functie uitoefenen.

De leden van de IGB wijzen elk jaar op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord in hun midden een voorzitter aan. Daarbij wordt een beurtrol gerespecteerd tussen de zeven entiteiten.

Het BIPT verzorgt het secretariaat.

Art. 5. § 1. De IGB heeft rechtspersoonlijkheid en stelt haar huishoudelijk reglement op. Het huishoudelijk reglement van de IGB treedt pas in werking na de goedkeuring door het Overlegcomité op voorstel van de Interministeriële Conferentie "Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie".

§ 2. De IGB beslist in de gevallen waarin de wetten, decreten en ordonnanties van de bevoegde overheden (gewesten, gemeenschappen, federale overheid) in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU voorzien, namelijk in geval van :

1° weigering door een netwerkexploitant om toegang te verlenen tot bestaande fysieke infrastructuren met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid of bij onenigheid over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs;

2° geschil over de rechten en plichten van de netwerkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de bestaande fysieke infrastructuren in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen;

3° geschil over de coördinatie van de civiele werken met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid;

4° geschil over de rechten en plichten van de netwerkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de lopende of geplande civiele werken in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen.

De bepalingen onder 1° en 2° van het vorige lid zijn niet van toepassing als alleen elektronische-communicatieoperators betrokken zijn in het geschil.

Art. 6. Een college van deskundigen behandelt de verzoeken die worden ingediend bij de IGB.

Het BIPT wijst onder de leden van zijn personeel één van de deskundigen aan.

De Gewestregering, of de afgevaardigde ervan, van het gewest op het grondgebied waarvan het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, zich voordoet, wijst twee deskundigen aan. Deze deskundigen worden gekozen wegens hun expertise inzake het onderwerp van het geschil.

Als het voorwerp van het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, niet kan worden beperkt tot het grondgebied van één gewest, wijst elke Gewestregering of de afgevaardigde ervan, van het gewest op het grondgebied waarvan het geschil zich voordoet, een deskundige aan.

Als het voorwerp van het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, uitsluitend federale bevoegdheden betreft, wijst de Federale Regering een bijkomende deskundige aan.

De taak van de deskundigen wordt gratis uitgeoefend of bezoldigd op de wijze voorzien door de entiteit die hen kiest. Zij zijn onafhankelijk van de netwerkexploitanten.

Het huishoudelijk reglement van de IGB stelt de termijn vast waarin het college van deskundigen zijn advies verstrekt.

Art. 7. De voorzitter van de IGB kan, op voorstel van het college van deskundigen, van een van de partijen of op eigen initiatief, een netwerkexploitant aanmanen om alle nuttige informatie te verstrekken. De voorzitter doet dat in overleg met minstens een van de twee leden die respectievelijk werden aangewezen door de entiteit die het voorzitterschap heeft waargenomen en met degene die dat het volgende jaar zal doen. De IGB kan de betreffende netwerkexploitant die geen gevolg geeft aan de aanmaning binnen de vastgestelde termijnen, nadat hij is gehoord, een administratieve boete met een maximumbedrag van 25.000€ opleggen ten voordele van het BIPT. Deze beslissing wordt onder dezelfde voorwaarden inzake meerderheid genomen als diegene die bedoeld zijn in artikel 8, § 1, eerste lid en wordt bekendgemaakt op de website van het BIPT met inachtneming van de vertrouwelijkheid en van het zakengeheim.

Art. 8. § 1. De IGB streeft een consensus na. Bij gebrek aan een consensus in haar midden neemt de IGB met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, zo spoedig mogelijk een beslissing en in elk geval binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van het volledige verzoek.

De beslissing houdt naar behoren rekening met het evenredigheidsbeginsel.

Als het geschil betrekking heeft op de toegang tot bestaande fysieke infrastructures bedraagt de termijn, vermeld in het vorige lid, vier maanden.

In uitzonderlijke omstandigheden, aanvaard door minstens twee derde van de aanwezige leden van de IGB, kunnen de termijnen bedoeld in de twee vorige leden overschreden worden.

§ 2. Onverminderd de mogelijkheid om een zaak aanhangig te maken bij een rechtbank, kunnen netwerkexploitanten een verzoekschrift indienen bij de IGB.

Daartoe moeten ze een verzoekschrift indienen dat wordt betekend door afgifte in de zetel van het secretariaat van de IGB tegen ontvangstbewijs, via een ter post aangetekende zending of via elektronische weg waarmee de datum van ontvangst kan worden bevestigd.

Op straffe van nietigheid wordt het verzoekschrift ondertekend en vermeldt het :

1° de naam, voornaam, woonplaats van de eiser en, in het geval van een rechtspersoon, de benaming en maatschappelijke zetel, alsook de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de wettelijke vertegenwoordiger;

2° de naam en voornaam of benaming van de tegenpartij;

3° het exacte voorwerp van het geschil en een toelichting van de middelen.

Op straffe van nietigheid worden bij het verzoekschrift de statuten van de eisende partij gevoegd, indien het een rechtspersoon betreft.

Zodra het secretariaat van het IGB het verzoekschrift ontvangt, registreert het dit laatste.

Binnen vijf werkdagen na de datum van registratie van het verzoekschrift neemt de voorzitter van de IGB, met instemming van ten minste een van de twee leden die respectievelijk aangewezen zijn door de entiteit die pas het voorzitterschap heeft uitgeoefend en door diegene die dat het volgende jaar zal uitoefenen, een beslissing over de ontvankelijkheid. Deze beslissing wordt onmiddellijk betekend aan de eisende partij.

Indien het verzoekschrift onontvankelijk wordt verklaard, wordt de procedure definitief stopgezet.

§ 3. Als het geschil betrekking heeft op de toegang tot bestaande fysieke infrastructures of op de coördinatie van civiele werken, kan de IGB een beslissing nemen waarin billijke en redelijke eisen en voorwaarden, waaronder de prijs, worden vastgesteld.

Als zij de prijs van de toegang tot een fysieke infrastructuur vaststelt, zorgt de IGB ervoor dat de toegangsaanbieder een eerlijke kans heeft om zijn kosten terug te verdienen. De IGB houdt ook rekening met de gevolgen van de gevraagde toegang voor het bedrijfsplan van de toegangsaanbieder, met inbegrip van de investeringen door de netwerkexploitant aan wie de toegang wordt gevraagd.

§ 4. Om geldig te beraadslagen en te beslissen, moet twee derde van de leden van de IGB aanwezig zijn, waaronder minstens één lid dat aangewezen is door de Gewestregering van het gewest of van de gewesten waar het geschil zich voordoet.

Bij een onvoldoende aantal leden om geldig te beraadslagen kan de IGB worden bijeengeroepen voor een nieuwe vergadering na een minimumtermijn van drie werkdagen. In dat geval is het eerste lid niet meer van toepassing.

§ 5. De beslissing van de IGB wordt aan de partijen betekend binnen veertien werkdagen te rekenen vanaf de dag na de dag van de beslissing.

Art. 9. Tegen alle beslissingen van de IGB kan door alle partijen bij het geschil binnen zestig dagen na de aangetekende kennisgeving van de beslissing aan alle betrokken partijen, beroep met volle rechtsmacht worden ingesteld bij het Marktenhof, rechtsprekend zoals in kort geding. Het hof kan de aangevochten beslissing vervangen door een nieuwe beslissing.

Het hoger beroep wordt ingesteld via een verzoekschrift tegen de IGB. Het Marktenhof brengt de partijen die bij de aangevochten beslissing betrokken zijn aangetekend op de hoogte van het beroep.

Het beroep heeft geen opschortende werking tenzij het hof de opschorting van de betreffende beslissing uitspreekt. De opschorting van de tenuitvoerlegging kan slechts bevolen worden wanneer ernstige middelen worden ingeroepen die de vernietiging van de beslissing kunnen rechtvaardigen en op voorwaarde dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de beslissing ernstige en moeilijk te herstellen gevolgen kan hebben voor de betrokkene.

Voor alle aspecten die betrekking hebben op de procedure voor het Marktenhof en die niet worden behandeld in het samenwerkingsakkoord, gelden de bepalingen uit het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het beroep.

Gedaan te Brussel, op 14 juli 2017.

Voor de federale Staat :

De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

De Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,
A. DE CROO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken,
belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,
D. REYNDERS

De Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij
der Belgische spoorwegen,
Fr. BELLOT

De Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de Minister van
Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Ph. DE BACKER

Voor het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President en Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed,
G. BOURGEOIS

De Vice-Minister-President en Minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen,
Gelijke Kansen en Armoedebestrijding,
L. HOMANS

De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand,
Toerisme en Dierenwelzijn,
B. WEYTS

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,
J. SCHAUVLIEGE

De Vlaamse Minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel,
S. GATZ

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Vice-President en Minister van Openbare Werken,
Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie
en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en
Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare werken,
Ph. SMET

De Staatssecretaris belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, Gewestelijke
en gemeentelijke Informatica en Digitalisering, Gelijkekansenbeleid en Dierenwelzijn,
B. DEBAETS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
O. PAASCH

De Vice-Minister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,
I. WEYKMANS

ÜBERSETZUNG

Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2017 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2014/61/EU

Aufgrund der Verfassung, der Artikel 39, 127, 130 und 134;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der Artikel 4 Ziffer 6, 6 § 1, VII und X und 92bis §§ 1 und 5;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, der Artikel 4 § 1 und 55bis;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, der Artikel 4 und 42;

Aufgrund der Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation;

Der Föderalstaat vertreten durch Herrn Michel, Premierminister, Herrn De Croo, Vizepremierminister und Minister der Entwicklungszusammenarbeit, der Digitalen Agenda, des Fernmeldewesens und der Post, Herrn Reynders, Vizepremierminister und Minister der Auswärtigen und der Europäischen Angelegenheiten, beauftragt mit Beliris und den Föderalen Kulturellen Institutionen, Herrn Bellot, Minister der Mobilität, beauftragt mit Belgocontrol und der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen und Herrn De Backer, Staatssekretär für die Bekämpfung des Sozialbetrugs, den Schutz des Privatlebens und die Nordsee, der Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit beigeordnet,

Die Flämische Region und die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Herrn Bourgeois, Ministerpräsidenten und Minister für Außenpolitik und unbewegliches Kulturerbe, von Frau Homans, Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Lokale Verwaltung, Zivilintegration, Wohnungswesen, Chancengleichheit und Armutsbekämpfung, von Herrn Weyts, Minister für Mobilität, Öffentliche Arbeiten, den Vlaamse Rand, Tourismus und Tierschutz, von Frau Schauvliege, Ministerin für Umgebung, Natur und Landwirtschaft und von Herrn Gatz, Minister für Kultur, Medien, Jugend und Brüsseler Angelegenheiten,

Die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in der Person von Herrn Magnette, Ministerpräsidenten, von Herrn Prévot, Vizepräsidenten und Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe, von Herrn Marcourt, Vizepräsidenten und Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien und von Herrn Antonio, Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in der Person von Herrn Vervoort, Ministerpräsidenten, beauftragt mit den örtlichen Behörden, Raumentwicklung, Stadtpolitik, Denkmalschutz und Landschaftspflege, studentischen Angelegenheiten, Tourismus und dem Brüsseler Hafen, von Herrn Smet, Minister zuständig für Mobilität und öffentliche Arbeiten und von Frau Debaets, Staatssekretärin, beauftragt mit Entwicklungszusammenarbeit, Straßenverkehrssicherheit, regionaler und kommunaler Informatik und dem digitalen Wandel, Chancengleichheit und Tierschutz,

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft in der Person von Herrn Demotte, Ministerpräsidenten, und von Herrn Marcourt, Vizepräsidenten und Minister für Hochschulen, Forschung und Medien,

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Person von Herrn Paasch, Ministerpräsidenten, und von Frau Weykmans, Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus,

vereinbaren, dass vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen der föderalen Abgeordnetenversammlung und den Regional- und Gemeinschaftsparlamenten zur Billigung vorgelegt wird:

Artikel 1 - Im Hinblick auf die partielle Umsetzung der Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation, legt dieses Zusammenarbeitsabkommen die Modalitäten der Zusammenarbeit zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft fest.

Art. 2 - Im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° „Netzbetreiber“ ist ein Unternehmen, das öffentliche elektronische Kommunikationsnetze bereitstellt oder für deren Bereitstellung zugelassen ist, oder ein Unternehmen, das eine physische Infrastruktur betreibt, die dazu bestimmt ist das Folgende bereitzustellen:

- a) Erzeugungs-, Leitungs- oder Verteilungsdienste für
 - i) Gas,
 - ii) Strom (einschließlich öffentlicher Beleuchtung),
 - iii) Fernwärme,
 - iv) Wasser (einschließlich Abwasserbehandlung und -entsorgung und Kanalisationssysteme);
- b) Verkehrsdienste (einschließlich Schienen, Straßen, Häfen und Flughäfen);

2° „Anbieter elektronischer Kommunikation“ ist ein Unternehmen, das ein öffentliches Hochgeschwindigkeitsnetz für die elektronische Kommunikation bereitstellt oder für dessen Bereitstellung zugelassen ist;

3° „Bauwerk“ ist jedes Ergebnis einer Gesamtheit von Tief- oder Hochbauarbeiten, das als solches ausreicht, um eine wirtschaftliche oder technische Funktion zu erfüllen, und eine oder mehrere Komponenten einer physischen Infrastruktur umfasst;

4° „physische Infrastrukturen“ sind Komponenten eines Netzes, die andere Komponenten eines Hochgeschwindigkeitsnetzes für die elektronische Kommunikation aufnehmen sollen, selbst jedoch nicht zu aktiven Komponenten dieses Netzes werden, beispielsweise Fernleitungen, Masten, Leitungsrohre, Kontrollkammern, Einstiegsschächte, Verteilerkästen, Gebäude und Gebäudeeingänge, Antennenanlagen, Türme und Pfähle; Kabel, einschließlich unbeschalteter Glasfaserkabel, sowie Komponenten von Netzen, die für die Versorgung mit Wasser für den menschlichen Gebrauch im Sinne des Artikels 2 Nummer 1 der Richtlinie 98/83/EG des Rates genutzt werden, sind keine physischen Infrastrukturen im Sinne dieses Zusammenarbeitsabkommens;

5° „Hochgeschwindigkeitsnetz für die elektronische Kommunikation“ ist ein elektronisches Kommunikationsnetz, das die Möglichkeit bietet, Breitbandzugangsdienste mit Geschwindigkeiten von mindestens 30 Mbit/s bereitzustellen.

Art. 3 - Die Interministerielle Konferenz „Mobilität, Infrastruktur und Telekommunikation“ hat zur Aufgabe, in Konzertierung und unter Beachtung der Zuständigkeit eines jeden, gemäß den im Konzertierungsausschuss festgelegten Modalitäten und Verfahren die gegenseitige Konsultation über die jeweiligen Initiativen in Bezug auf die Ausarbeitung eines Gesetzgebungs- oder Regelungsentwurfs, die für die Netzbetreiber Pflichte mit Bezug auf Bauwerke umfassen, zu organisieren.

Art. 4 - Es wird eine Streitbeilegungsstelle für Netzinfrastrukturen (hiernach „die SBS“) geschaffen, die sich zusammensetzt aus:

- 1° drei Mitgliedern des Rates des Belgischen Instituts für Postdienste und Telekommunikation (hiernach „das BIPT“);
- 2° einem Mitglied der Vlaamse Regulator voor de Media (Flämische Gemeinschaft);
- 3° einem Mitglied des Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (Französische Gemeinschaft);
- 4° einem Mitglied des Medienrats (Deutschsprachige Gemeinschaft);
- 5° zwei Mitgliedern, die von der Flämischen Regierung benannt werden;
- 6° zwei Mitgliedern, die von der Wallonischen Regionalregierung benannt werden;
- 7° zwei Mitgliedern, wovon einem niederländischsprachigen und einem französischsprachigen Mitglied, die von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt benannt werden.

Die Mitglieder der SBS dürfen in den Unternehmen, die auf den Märkten aktiv sind, wo die Netzbetreiber tätig sind, keine einzige Beteiligung haben, noch direkt oder indirekt, unentgeltlich oder entgeltlich, für diese Unternehmen eine Funktion erfüllen.

Die Mitglieder der SBS wählen jedes Jahr, am Jahrestag des Inkrafttretens des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden. Dabei wird zwischen den sieben Entitäten ein Turnus eingehalten.

Das BIPT nimmt das Sekretariat wahr.

Art. 5 - § 1. Die SBS besitzt Rechtspersönlichkeit und legt ihre Geschäftsordnung fest. Die Geschäftsordnung der SBS tritt erst nach der Billigung durch den Konzertierungsausschuss auf Vorschlag der Interministeriellen Konferenz „Mobilität, Infrastruktur und Telekommunikation“ in Kraft.

§ 2. Die SBS entscheidet in den durch die Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen der zuständigen Behörden (Regionen, Gemeinschaften, Föderalbehörde) im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2014/61/EU festgelegten Fällen, d.h. bei:

- 1° Verweigerung durch einen Netzbetreiber, Zugang zu bestehenden physischen Infrastrukturen zwecks Ausbaus der Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für elektronische Kommunikation oder bei einer Streitigkeit über spezifische Forderungen und Bedingungen, auch in Bezug auf den Preis, zu gewähren;
- 2° Uneinigkeit über die Rechte und Pflichten der Netzbetreiber mit Bezug auf die Mindestinformation über die bestehenden physischen Infrastrukturen im Gebiet, wo der Ausbau der Komponente von Hochgeschwindigkeitsnetzen für elektronische Kommunikation beabsichtigt ist;
- 3° Uneinigkeit über die Koordinierung der Bauwerke im Hinblick auf den Ausbau von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für elektronische Kommunikation;
- 4° Uneinigkeit über die Rechte und Pflichten der Netzbetreiber mit Bezug auf die Mindestinformation über die laufenden oder geplanten Bauarbeiten im Gebiet, wo der Ausbau der Komponente von Hochgeschwindigkeitsnetzen für elektronische Kommunikation beabsichtigt ist.

Die Bestimmungen von 1° und 2° des vorigen Absatzes treffen nicht zu, wenn nur Anbieter elektronischer Kommunikation an der Streitigkeit beteiligt sind.

Art. 6 - Ein Sachverständigenkollegium behandelt die bei der SBS eingebrachten Anträge.

Das BIPT benennt unter seinen Mitarbeitern einen der Sachverständigen.

Die Regionalregierung oder deren Abgeordneter der Region, auf deren Hoheitsgebiet die Streitigkeit, worauf der Antrag sich bezieht, sich ergibt, benennt zwei Sachverständige. Diese Sachverständigen werden wegen ihres Sachverständnisses bezüglich des Streitgegenstands gewählt.

Falls der Streitgegenstand, worauf der Antrag sich bezieht, nicht auf das Hoheitsgebiet einer einzigen Region beschränkt werden kann, benennt jede Regionalregierung oder deren Abgeordneter, der Region auf deren Hoheitsgebiet die Streitigkeit sich ergibt, einen Sachverständigen.

Falls der Streitgegenstand, worauf der Antrag sich bezieht, ausschließlich föderale Befugnisse betrifft, benennt die Föderalregierung einen zusätzlichen Sachverständigen.

Die Sachverständigen erfüllen die Aufgabe unentgeltlich oder entgeltlich, auf die von der Entität, die sie wählt, vorgesehene Weise. Sie sind von den Netzbetreibern unabhängig.

Die Geschäftsordnung der SBS legt die Frist, in der das Sachverständigenkollegium sein Gutachten abgeben muss, fest.

Art. 7 - Der Vorsitzende der SBS kann, auf Vorschlag des Sachverständigenkollegiums, einer der Parteien oder aus eigener Initiative, einen Netzbetreiber ermahnen, alle nützliche Information bereitzustellen. Der Vorsitzende macht dies nach Rücksprache mit mindestens einem der zwei Mitglieder, die beziehungsweise von der Entität, die gerade den

Vorsitz geführt hat und von derjenige, die das im nächsten Jahr machen wird, benannt wurden. Die SBS kann dem betreffenden Netzbetreiber, der der Ermahnung nicht innerhalb der festgelegten Frist Folge leistet, nachdem letzterer gehört wurde, eine administrative Buße mit einem Höchstbetrag von € 25.000 zugunsten des BIPT auferlegen. Diese Entscheidung wird unter denselben Bedingungen hinsichtlich der Mehrheit, wie die im Artikel 8 § 1 Absatz 1 genannten Bedingungen getroffen und wird auf der Website des BIPT unter Berücksichtigung der Vertraulichkeit und des Geschäftsgeheimnisses veröffentlicht.

Art. 8 - § 1. Die SBS strebt den Konsens an. Bei fehlendem Konsens in ihrer Mitte trifft die SBS schnellstmöglich, auf jeden Fall aber innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des vollständigen Antrags mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder eine Entscheidung.

Die Entscheidung berücksichtigt gebührend den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit.

Falls die Streitigkeit sich auf den Zugang zu bestehenden physischen Infrastrukturen bezieht, beträgt die im vorigen Absatz erwähnte Frist vier Monate.

Sofern außergewöhnliche Umstände vorliegen, die von mindestens zwei Dritteln der anwesenden Mitglieder der SBS akzeptiert werden, dürfen die in den zwei vorigen Absätzen erwähnten Fristen überschritten werden.

§ 2. Unbeschadet der Möglichkeit, ein Gericht mit dem Fall zu befassen, können Netzbetreiber bei der SBS ein Bittgesuch einreichen.

Dazu müssen sie ein Bittgesuch einreichen, das durch Abgabe im Sitz des Sekretariats der SBS gegen Empfangsbestätigung, mittels eines Einschreibens bei der Post oder auf elektronischen Weg, womit das Datum des Empfangs bestätigt werden kann, zugestellt wird.

Zur Vermeidung der Nichtigkeit wird das Bittgesuch unterschrieben und enthält es:

- 1° den Namen, den Vornamen und den Wohnsitz des Klägers, und im Falle einer Rechtsperson, die Bezeichnung und den Firmensitz, sowie den Namen, den Vornamen, den Wohnsitz und die Eigenschaft des gesetzlichen Vertreters;
- 2° den Namen und den Vornamen oder die Bezeichnung der Gegenseite;
- 3° den genauen Streitgegenstand und eine Erläuterung der Mittel.

Zur Vermeidung der Nichtigkeit wird, falls es sich um eine Rechtsperson handelt, dem Bittgesuch die Satzung der Gegenseite beigelegt.

Sobald das Sekretariat der SBS das Bittgesuch empfängt, registriert es letzteres.

Innerhalb von fünf Werktagen nach dem Tag der Registrierung des Bittgesuches trifft der SBS-Vorsitzende, mit Zustimmung von mindestens einem der zwei, beziehungsweise von der Entität, die gerade den Vorsitz geführt hat, und von derjenige, die das im nächsten Jahr machen wird, benannten Mitglieder, eine Entscheidung über die Zulässigkeit. Diese Entscheidung wird unmittelbar dem Kläger zugestellt.

Falls das Bittgesuch unzulässig erklärt wird, wird das Verfahren endgültig eingestellt.

§ 3. Falls die Streitigkeit sich bezieht auf den Zugang zu bestehenden physischen Infrastrukturen oder auf die Koordination von Bauarbeiten, kann die SBS eine Entscheidung treffen, in der faire und angemessene Forderungen und Bedingungen, einschließlich des Preises, festgelegt werden.

Bei der Festlegung des Preises für den Zugang zu einer physischen Infrastruktur, stellt die SBS sicher, dass der Zugangsanbieter eine faire Möglichkeit hat, seine anfallenden Kosten zu decken. Die SBS berücksichtigt zudem die Folgen des beantragten Zugangs auf den Geschäftsplan des Zugangsanbieters, einschließlich der Investitionen des Netzbetreibers, von dem Zugang begehrt wird.

§ 4. Um gültig zu beraten und zu beschließen, müssen zwei Drittel der Mitglieder der SBS anwesend sein, wovon mindestens ein Mitglied, das von der Regionalregierung der Region oder Regionen, wo die Streitigkeit sich ergibt, benannt worden ist.

Bei einer für eine gültige Beratung ungenügenden Anzahl Mitglieder kann die SBS innerhalb von mindestens drei Werktagen für eine neue Sammlung einberufen werden. In diesem Fall gilt der erste Absatz nicht mehr.

§ 5. Die Entscheidung der SBS wird innerhalb von vierzehn Werktagen ab dem Tag nach dem Tag der Entscheidung den Parteien mitgeteilt.

Art. 9 - Gegen alle Entscheidungen der SBS kann von allen streitenden Parteien innerhalb von 60 Tagen ab dem Tag, an dem die Entscheidung den beteiligten Parteien per Einschreiben mitgeteilt wurde, beim Märktehof, der wie im Eilverfahren entscheidet, Berufung mit voller Rechtsgewalt eingelegt werden. Der Hof kann die angefochtene Entscheidung durch eine neue Entscheidung ersetzen.

Die Berufung wird durch einen schriftlichen Antrag gegen die SBS eingelegt. Der Märktehof setzt die bei der angefochtenen Entscheidung beteiligten Parteien per Einschreiben von der eingelegten Berufung in Kenntnis.

Die Berufung hat keine aufschiebende Wirkung, es sei denn, der Hof beschließt den Aufschub der angefochtenen Entscheidung. Der Aufschub der Vollstreckung kann nur angeordnet werden, falls ernsthafte Mittel angerufen werden, welche die Vernichtung der Entscheidung rechtfertigen können und vorausgesetzt, dass die unmittelbare Vollstreckung der Entscheidung ernsthafte und schwer wiederherzustellende Folgen für die beteiligte Person haben kann.

Für alle Aspekte bezüglich des Verfahrens beim Märktehof, die nicht im Zusammenarbeitsabkommen behandelt wurden, gelten die Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuchs hinsichtlich der Berufung.

Ausgefertigt in Brüssel, am 14. Juli 2017.

Für den Föderalstaat:

Der Premierminister
Ch. MICHEL

Der Vizepremierminister und Minister der Entwicklungszusammenarbeit,
der Digitalen Agenda, des Fernmeldewesens und der Post
A. DE CROO

Der Vizepremierminister und Minister der Auswärtigen und der Europäischen Angelegenheiten,
beauftragt mit Beliris und den Föderalen Kulturellen Institutionen
D. REYNDEERS

Der Minister der Mobilität, beauftragt mit Belgocontrol und der Nationalen Gesellschaft
der Belgischen Eisenbahnen

Fr. BELLOT

Der Staatssekretär für die Bekämpfung des Sozialbetrugs, den Schutz des Privatlebens und die Nordsee,
der Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit beigeordnet

Ph. DE BACKER

Für die Flämische Region und die Flämische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident und Minister für Außenpolitik und unbewegliches Kulturerbe

G. BOURGEOIS

Die Vize-Ministerpräsidentin und Minister für Lokale Verwaltung, Zivilintegration,
Wohnungswesen, Chancengleichheit und Armutsbekämpfung

L. HOMANS

Der Minister für Mobilität, Öffentliche Arbeiten, den Vlaamse Rand, Tourismus und Tierschutz

B. WEYTS

Die Ministerin für Umgebung, Natur und Landwirtschaft

J. SCHAUVLIEGE

Der Minister für Kultur, Medien, Jugend und Brüsseler Angelegenheiten

S. GATZ

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Vizepräsident und Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Ministerpräsident, beauftragt mit den örtlichen Behörden, Raumentwicklung, Stadtpolitik,
Denkmalschutz und Landschaftspflege, studentischen Angelegenheiten, Tourismus und dem Brüsseler Hafen

R. VERVOORT

Der Minister, zuständig für Mobilität und öffentliche Arbeiten

Ph. SMET

Die Staatssekretärin, beauftragt mit Entwicklungszusammenarbeit, Straßenverkehrssicherheit,
regionaler und kommunaler Informatik und dem digitalen Wandel, Chancengleichheit und Tierschutz

B. DEBAETS

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

R. DEMOTTE

Der Vizepräsident und Minister für Hochschulen, Forschung und Medien

J.-Cl. MARCOURT

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

I. WEYKMANS